

Eusebiu NARAI
(Université de l'Ouest
de Timișoara)

La perception du journal banatien „L'Ouest” („Vestul”) sur les relations roumaino-allemandes pendant le gouvernement Iorga-Argetoiano (avril 1931-mai 1932). Étude de cas: avril 1931

Abstract: (The perception of the „West” journal on Romanian-German relations during the Iorga-Argetoianu government (april 1931-mai 1932)) Speaker, journalist and politician of great stature, Sever Bocu founded, in 1930, the daily "West", which will appear in the metropolis of Banat until 1946, with some synopses determined by the attitude of the press to the authoritarian or totalitarian regimes, under the leadership of Romania between 1938-1944 and 1945-1946. Applying, regularly, in the pages of the "West", the concept of *Banatism*, Sever Bocu represented a model of morality, reason for which the "tribune" of Banat was arrested and imprisoned by the communist authorities, in Sighet, where he will find end in January 1951. In this short period of time, the editors of the newspaper "West" took over, from the international press, and analyzed, with great attention, a multitude of articles focused on a rather broad issue: the activity of extremist and revisionist political parties within the Republic of the Weimar; the Austro-German customs union project and the assiduous "courtship" of Great Britain; the German-Soviet negotiations, in economic terms, and their consequences; economic negotiations between Germany, Romania and Yugoslavia, aimed at weakening the Little Understanding and, implicitly, France, and isolating Czechoslovakia; Romanian export of cereals and animals; the support offered by some German political circles to Hungarian revisionism; Soviet economic espionage in Germany; street clashes in the Weimar Republic; co-opting the representatives of the German ethnic group from our country in the Iorga-Argetoianu cabinet, etc.

Keywords: *Weimar Republic, Romania, Austro-German customs union, National Socialism, Communism, "West", Sever Bocu.*

Résumé : Orateur, journaliste et homme politique de grande envergure, Sever Bocu a fondé, en 1930, le quotidien « L'Ouest », qui paraîtra dans la métropole du Banat jusqu'en 1946, avec quelques synopses déterminées par l'attitude de l'organe de presse envers les régimes autoritaires ou totalitaires, sous la direction de la Roumanie entre 1938-1944 et 1945-1946. Appliquant, régulièrement, dans les pages de « L'Ouest », le concept de "Banatisme", Sever Bocu a représenté un modèle de moralité, raison pour laquelle le "tribune" du Banat a été arrêté et emprisonné par les autorités communistes, à Sighet, où prendra fin en janvier 1951. Dans ce court laps de temps, les rédacteurs du journal « L'Ouest » ont pris le relais, de la presse internationale, et ont analysé, avec une grande attention, une multitude d'articles axés sur une question assez large: l'activité des partis politiques extrémistes et révisionnistes dans la République de Weimar; le projet d'union douanière austro-allemande et la « cour » assidue de la Grande-Bretagne; les négociations économiques allemando-soviétiques et leurs conséquences; négociations économiques entre l'Allemagne, la Roumanie et la Yougoslavie, visant à affaiblir le Petit Entente et, implicitement, la France, et à isoler la Tchécoslovaquie; exportation roumaine de céréales et d'animaux; le soutien offert par certains milieux politiques allemands au révisionnisme hongrois; espionnage économique soviétique en Allemagne; affrontements de rue dans la République de Weimar; cooptation des représentants de l'ethnie allemande de notre pays dans le cabinet Iorga-Argetoiano, etc.

Mots-clés : *République de Weimar, Roumanie, Union douanière austro-allemande, National-socialisme, Communisme, « L'Ouest », Sever Bocu.*

Sever Bocu a constamment appliqué le concept de *banatisme*, énoncé lors d'une réunion de volontaires en 1934, au contenu des articles du quotidien « L'Ouest », expliquant ainsi certaines positions des rédacteurs du journal sur divers événements ou problèmes (Munteanu 1999, 6). Ce concept présupposait le respect de certains *critères*, présentés par le prestigieux leader national-paysan et rendus dans les pages du livre de Vasile Bogdan :

„1. Un sentiment organique d'unité roumaine, comme en témoignent Paul Iorgovici, Dimitrie Țichindeal, Eutimie (Eftimie – n.n.) Murgu, Mocioneștii;

2. un attachement inhérent à toute la dynastie de la nation (Hohenzollern-Sigmaringen – n.n.) et symbolisant cette unité, tel que cet attachement s'est manifesté par le mouvement pour la Restauration, parti d'ici, au Banat ;

3. une tolérance envers les nations cohabitantes, avec lesquelles (qui – n.n.), ensemble, nous avons réalisé, ici, une civilisation et qui doivent accepter et préférer, sur cette terre, la domination roumaine, sans contrainte ;

4. un sentiment irrémédiable (irisé, national – n.n.), qui ne peut être ressenti, dans la même mesure, par les autres Roumains, qui n'ont pas laissé, comme nous, parents, frères, sœurs au-delà des frontières injustes, sur lesquelles nous nous ne sommes pas autorisés à commercer, même temporairement.” (Bogdan 1999, 173).

Dès avril 1931, le journal « L'Ouest » (« Vestul ») surveillait, avec une grande attention, l'activité des formations politiques extrémistes et révisionnistes au sein de la République de Weimar, ce qui pouvait compromettre l'évolution des relations roumaino-allemandes (voir Barber 1993 ; Beaud 2001 ; Bernstein, Milza 1998 ; Bernstein, Milza (red.) 1998 ; Breton 2006). Par exemple, dans son numéro du 19 avril 1931, le quotidien fondé par Sever Bocu annonçait à ses lecteurs l'imminence de l'effondrement du parti dirigé par Adolf Hitler :

Hitler nomma Hering (probablement Göring/Goering – n.n.) commissaire politique extraordinaire de tous les bataillons attaquants. Hering est investi de pouvoirs dictatoriaux, mais les équipes berlinoises qui restent sous le commandement du lieutenant Schulz sont écartées de son autorité. Stennes publia un journal et menaça de tenir Hitler pour responsable d'avoir montré à l'ensemble de l'Allemagne le tableau de la saleté et de l'intrigue qui régnait dans les coulisses de la politique hitlérienne. Stennes appelle Hitler et ses proches collaborateurs (auxiliaires, aides – n.n.) <trompeurs et escrocs (escrocs – n.n.)>, déclarant qu'il ne quittera pas son poste ou ce qu'il menacerait, exprimant la certitude que la plupart des nationaux-socialistes il groupe autour de lui. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 294, dimanche, 19 avril 1931, p. 4).

En analysant le contenu de cet article, nous pouvons établir quelques similitudes entre le Parti national-socialiste (nazi) des travailleurs en Allemagne et le Parti communiste (bolchevique) en Union soviétique: l'importance des commissaires politiques, l'existence de formations paramilitaires, les dénonciations et la lutte

acharnée pour le pouvoir, élimination des opposants politiques dans leur propre parti par tous les moyens, la formation du noyau principal du pouvoir autour de dirigeants auto-imposés (Hitler et Staline, respectivement). La satisfaction, facilement perceptible, des rédacteurs du journal banatien pour l'implosion annoncée du parti politique sous Hitler était aussi déterminée par la perspective inquiétante de son accession au pouvoir en Allemagne, suivie, naturellement, par l'intensification des mouvements révisionnistes dans plusieurs pays européens, avec un impact négatif sur notre pays également (il faut consulter, aussi: Calvocoressi 2003 ; Carpentier, Lebrun (coord.) 2006 ; Ciachir 1998a ; Ciachir 1998b ; Droz 2000).

Dans le numéro du 22 avril 1931, « L'Ouest » apporta des informations supplémentaires sur les dissensions entre les nationaux-socialistes allemands :

Dans son journal, paru il y a quelques jours, le capitaine Stennes, le capitaine <des bataillons rebelles>, accuse les chefs hitlériens d'immoralité. Selon les déclarations de Stennes, tous les acolytes d'Hitler seraient des homosexuels. Certains, comme l'aide de camp personnel d'Hitler, le capitaine Rohrbein, a été poursuivi, à plusieurs reprises, pour atteinte à la moralité publique, mais la plupart ont, jusqu'à présent, échappé à la justice. Parmi eux se trouvent le capitaine Rem (Röhm - *n.n.*), le chef des <bataillons d'attaque>, et le lieutenant Heines. Le journal fait allusion au fait qu'Hitler <n'est pas très propre> dans ses relations avec la <jeunesse adhérente>. Hitler est bouleversé chaque fois qu'il entend que l'information sur la lutte interne entre les nationaux-socialistes entre dans la presse et diminue le prestige du mouvement nationaliste. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 3).

Sans aucun doute, certaines des déclarations de Stennes étaient erronées, et une telle orientation sexuelle du futur chancelier allemand, par exemple, n'a pas pu être confirmée, bien que sa vie amoureuse ait été entachée de scandales. En fait, l'un des proches d'Hitler, Röhm, allait bientôt entrer en conflit ouvert avec le Führer, et les formations paramilitaires qu'il commandait seraient anéanties. De la même manière, Hitler aurait souhaité, depuis lors, une censure totale de la presse, qui ne permettrait pas l'information réelle de l'opinion publique à plusieurs égards, mais ce fait ne sera possible qu'une fois qu'il arrivera au pouvoir et la proclamation du Troisième Reich, censé durer „mille ans.” (pour d'autres aspects voir: Duroselle 2006 ; Jeleu 1992 ; Krockow 1999 ; Lescure 2002).

Le quotidien banatien s'inquiétait également de l'activité des communistes allemands, qui jouissaient d'une extraordinaire popularité et avaient des liens très étroits avec les communistes soviétiques et avec l'Internationale communiste (Komintern) :

Malgré l'interdiction de la police, les communistes ont tenté de faire des manifestations athées, en commençant par les vacances de Pâques et en continuant jusqu'à maintenant. Des processions avec des plaques profanatrices ont été organisées dans de nombreux endroits. De petits groupes de communistes se promènent dans les maisons le dimanche et prononcent des discours athées.

L'arrestation de ces <guerriers> allemands commença ; à ce jour, 186 communistes ont été arrêtés par la police. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 3).

Chrétiens convaincus, les nationaux-paysans du Banat ne pouvaient cacher leur indignation face aux agissements des communistes allemands, athées convaincus. La concurrence est féroce entre les communistes allemands et les nationaux-socialistes pour gagner la confiance de la population, le journal « L'Ouest » condamnant l'activité des deux partis extrémistes en République de Weimar (voir, en même temps : Leuștean 2015 ; Nolfo 2007 ; Vaïsse (coord.) 2008).

Afin d'„endormir” la vigilance de l'opinion britannique quant au *projet d'union douanière austro-allemande*, son initiateur (le ministre allemand des Affaires étrangères, le Dr. Curtius) proposa au Conseil de la Société des Nations de discuter, dans la session prévue pour mai 1931, la question du désarmement, telle qu'annoncée par le secrétaire général de la Société des Nations (Sir Erik Drümond). Selon le quotidien banatien, Curtius a proposé „l'élaboration d'un schéma général, selon lequel les États entrant dans la Société des Nations doivent communiquer les informations les plus précises sur l'état de leurs armements, ainsi que sur le degré de leur formation militaire.” (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 3). Même le fait que la demande n'était pas adressée aux États membres de la Société des Nations suggérait le double langage pratiqué par le ministre allemand des Affaires étrangères.

Le 20 avril 1931, il est annoncé le report de la visite des hauts fonctionnaires allemands (Curtius et Brüning) en Angleterre, initialement prévue pour le 15 mai, le 5 juin, c'est-à-dire juste avant la session de la Société des Nations. Ce report inattendu était justifié par le fait que "d'ici jusqu'au juin (1931 – n.n.), MacDonald (Premier ministre britannique – n.n.) et ses collaborateurs ministériels seront très occupés pour la prochaine convocation du Comité européen et de la session de la Société des Nations". Dans les cercles gouvernementaux à Berlin, on considérait que la visite des deux dignitaires allemands, quelle que soit la date à laquelle elle devait avoir lieu, revêtait une importance particulière, offrant l'occasion de discussions approfondies sur „les questions politiques internationales les plus importantes.” (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 4). Sans doute, les milieux politiques roumains étaient-ils profondément préoccupés par la perspective d'un soutien britannique, explicite ou implicite, au projet de l'Union douanière austro-allemande et pour le renouveau du révisionnisme allemand.

Les rédacteurs du journal « L'Ouest » n'ont pas caché leur surprise face aux *négociations allemando-soviétiques*, profilées sur une coopération économique à long terme, mais ayant, presque certainement, un enjeu politique majeur :

Dans la légation commerciale soviétique d'ici (Berlin – n.n.) continue les négociations entre la délégation économique soviétique et les représentants de l'industrie allemande, en matière de commandes soviétiques.

Selon le *Vossische Zeitung*, la répartition des commandes entre les entreprises allemandes était laissée à la discrétion des bolcheviks, à condition que la moitié des commandes totales, sur une échelle de 150 millions de marks, se fasse aux dépens de l'industrie automobile. De nombreuses commandes seront également passées dans les industries électrotechniques et métallurgiques. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 4).

Si, au final, une collaboration politico-militaire était conclue pour une durée indéterminée, entre l'Allemagne et l'Union soviétique, toutes les alliances initiées par la France, et donc la Petite Entente (dont la Roumanie faisait partie), seraient mises à mal (voir, en même mesure : Buchet 2001 ; Jelavich 2000 ; Campus 1980 ; Campus 1988).

Le quotidien du Banat évoque, dans ses pages, *les négociations économiques entre l'Allemagne, la Roumanie et la Yougoslavie* :

Selon les informations publiées par la presse (de Madrid – *n.n.*), il semble que *les négociations* entamées par la Yougoslavie et la Roumanie avec l'Allemagne *sur l'union douanière* ont échoué, car les deux Etats ont exigé une réduction des droits de douane pour le blé, le maïs et d'autres produits du sol, ce qui aurait permis l'importation - en Allemagne - d'un demi-million de tonnes de céréales à un prix qui aurait causé de grands dommages aux agriculteurs allemands. L'Allemagne cherche à atténuer les réclamations de la Yougoslavie et de la Roumanie en échange d'une aide financière en faveur de l'agriculture respective, mais les deux États maintiennent leurs prétentions. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 4).

„Courtisés” assidûment par l'Allemagne, les deux États agraires-industriels (Roumanie et Yougoslavie), voisins et alliés au sein de la Petite Entente, tenteront de vendre une grande partie de leur production agricole sur le marché allemand, ce qui provoque le mécontentement des agriculteurs locaux, mais la République de Weimar a également réagi à leur réassurance en promettant un soutien financier substantiel à l'agriculture roumaine et yougoslave, en échange d'une réduction des revendications de Bucarest et de Belgrade. Un "jeu de nerfs" avait commencé, déclenché par la direction de la République de Weimar, destiné à diminuer l'influence économique et politique de la France dans le sud-est de l'Europe (il faut consulter : Ciachir 1996 ; Moisuc 1991).

Durant cette période extrêmement difficile pour l'économie en général et pour l'agriculture en particulier, les autorités roumaines s'efforçaient de protéger les intérêts des éleveurs. Ainsi, par *l'arrêté royal no 1139*, publié au *Journal Officiel no 86* du 16 avril 1931, a supprimé les droits d'exportation sur „les buffles, bœufs, vaches, veaux, moutons, agneaux, chèvres, chevaux, porcs – avec ou sans poils, ainsi que toutes autres peaux non mentionnées ci-dessus, sans fourrure, salé”, à partir du 15 avril (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 296, mercredi, 22 avril 1931, p. 4).

Il s'agissait d'une mesure relativement tardive, mais toujours bienvenue, destinée à remédier, au moins en partie, à la situation de l'agriculture roumaine. Une fois de plus,

on note l'intervention directe du roi Carol II dans la sphère économique et dans les décisions qui appartenaient auparavant exclusivement au Conseil des ministres.

Un article signé par CHRONIQUEUR, publié dans le numéro, du 23 avril 1931, du journal « L'Ouest », montrait la consternation face au soutien apporté par certains milieux politiques allemands au révisionnisme hongrois :

Récemment, le centre d'action révisionniste a déménagé à Dresde, où un grand bureau allemano-hongrois-autrichien a été installé. Le président de la Ligue révisionniste hongroise, M. Nagy Emil, a soumis à ce bureau un *mémoire*, dans lequel il s'efforce de montrer que les Hongrois ont une base très particulière dans leurs revendications pour renverser le traité de Trianon. Ce n'est pas la même chose de demander une révision, par exemple, du pacte de St. (Saint - n.n.) Germain, ou celui de Trianon. L'Autriche et l'Allemagne sont enchaînées par des traités, qui bénéficient d'un soutien plus politique, tandis que la Hongrie dispose, sur la base de ses prétentions, de *faits juridiques*. Ces faits ne pouvaient être ignorés qu'en trompant Wilson (président des États-Unis - n.n.), Lloyd George (premier ministre britannique - n.n.), etc., qui ne comprenaient pas la fausseté des <principes des nationalités>.

Dès lors, la propagande hongroise vise, plus récemment, à se séparer de l'ensemble de l'action révisionniste. Il est plus facile, pensent les Hongrois, d'ancrer – dans l'opinion publique européenne – la croyance en la légitimité de certains arguments d'ordre juridique, que la possibilité d'une révision politique. Les arguments juridiques peuvent suivre une voie de paix, tant que les arguments politiques ne peuvent être atteints que par la guerre. Ainsi, parallèlement à l'action révisionniste allemano-autrichienne, les Hongrois concevront une action distincte, qui attirera toujours l'attention de l'opinion publique mondiale sur le support juridique sur lequel se fonde la révision hongroise et assurera ainsi une nuance d'indépendance de leur action.

Bien entendu, les Hongrois ne tarderont pas à capitaliser sur les succès de la propagande en Autriche et en Allemagne, comme un bénéfice politique supplémentaire...

Un neveu du colonel Monti, celui qui a combattu aux côtés des Hongrois lors de la révolution de 1848 et dont le monument aux successeurs de Ludovic Kossuth a érigé, a récemment publié un livre en faveur de la révision du traité de Trianon. Nous ne connaissons le contenu du livre que par les rapports des journaux de Pest.

De tout le texte, on peut voir que, comme autrefois, le grand-père a levé son épée pour l'indépendance de la Hongrie, aujourd'hui, le neveu a mis la main sur la plume pour défendre la même nation. Il s'agit donc d'une œuvre partielle, unilatérale et préoccupée d'une seule pensée : plaider à tout prix. L'auteur utilise un labyrinthe de fausses données, fournies – intégralement – par les bureaux de propagande révisionniste et décrit notamment la situation de la minorité hongroise en Yougoslavie, pour arriver à la conclusion que Trianon est la tombe d'une nation." (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 297, jeudi, 23 avril 1931, p. 1).

Une lecture attentive de l'article ci-dessus montre que la Ligue révisionniste hongroise a, de nouveau, fait appel à l'argument utilisé par les cercles dirigeants de Budapest lors de la Conférence de Paix de Paris (1919-1920), qui concernait l'existence d'une nation politique hongroise, qui ne tenir compte de l'amalgame ethnique et religieux de l'ancienne monarchie dualiste. La ligue précisée a profité du rapprochement entre Berlin et Vienne, pour intensifier ses actions de propagande dans les deux capitales d'Europe centrale, afin d'obtenir un soutien politique et même un assentiment général de l'opinion publique allemande et autrichienne envers la „ cause” hongroise. Les révisionnistes hongrois ont également essayé d'exprimer leurs convictions à travers des livres, dans lesquels ils invoquaient à plusieurs reprises, à partir de motifs faux et exagérés, les droits de la Hongrie sur certains territoires en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, qu'ils avaient maîtrisés jusqu'en 1918. Nous ne devrions pas être surpris que l'auteur d'un tel ouvrage soit italien, puisque le régime fasciste, dirigé par Mussolini, soutenait ouvertement, depuis 1927, les revendications territoriales d'Horthy Hongrie (voir aussi : Nanu 1993 ; Titulescu 1994).

Dans le même numéro, la rédaction du journal « L'Ouest » a annoncé à ses lecteurs la désintégration imminente du parti d'Hitler :

La lutte entre les partisans d'Hitler et de Stennes s'intensifie et menace de briser le parti. La nomination de Hering (en fait, Goering ou Göring – n.n.) comme commissaire politique des <bataillons d'attaque> prouve qu'Hitler a perdu la confiance qu'il avait en son principal assistant, Hobbels (en fait, Goebbels ou Göbbels – n.n.), contraint de céder son poste à Hering. On ne sait pas quelle position adoptera Hobbels après sa destitution, ce qui le discrédite au sein du parti (national-socialiste allemand – n.n.).

Les journaux d'Hitler accusent publiquement „Stennes de recevoir des subventions de la police de Berlin. Stennes ne reste pas endetté, menaçant de dénoncer les hitlériens.” (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 297, jeudi, 23 avril 1931, p. 4).

Même si le parti dirigé par Adolf Hitler traversait des moments difficiles, il était prématuré et peu objectif de croire qu'il se dissoudrait dans un avenir proche. La bataille pour le pouvoir, déclenchée au sommet de cette formation politique extrémiste, antisémite et révisionniste, s'achèvera assez rapidement, avec la victoire d'Hitler, mais éclatera à nouveau, en 1934, menaçant celui qui était entre-temps devenu le *Führer*, en d'autres termes, le leader absolu de l'Allemagne. La dénonciation était devenue une pratique courante au sein du Parti national-socialiste allemand, l'accusation portée contre Stennes tentant de dissimuler le fait qu'au début, Hitler avait été envoyé, en tant qu'informateur de l'armée de Weimar, aux réunions d'un tout petit formation nationaliste.

Dans un autre article du même numéro, la rédaction du journal « L'Ouest » était convaincue de la désintégration rapide du parti nazi:

Malgré tous les efforts des dirigeants pour sauver le parti du déclin, le déclin s'aggrave. *Le Centre des révolutionnaires nationaux-socialistes* a été organisé à Brême, dont le but est de combattre Hitler.

Le député hitlérien du Reichstag, Otto Strasser, dans une *lettre* à Hitler, caractérise – comme suit – les personnes auxquelles il appartenait jusqu'à hier (récemment – n.n.) :

<Pour autant que je sache la vie des partis politiques en Allemagne, je ne connais aucune autre organisation où le manque de principes et la malhonnêteté personnelle ont été aussi hautement estimés que dans votre parti et où la calomnie, l'intrigue et la trahison jouent un si fort rôle>.

A Breslau, lors d'une *réunion* (rassemblement – n.n.), où Strasser a pris la parole, il y a eu une violente querelle entre les adhérents des deux régimes." (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 297, jeudi, 23 avril 1931, p. 4).

Bien que le présent article révèle l'existence d'un fort „fossé” entre les nationaux-socialistes allemands, explicable par la conviction d'une aile du parti, regroupée autour d'Otto Strasser, que les idées de la révolution petite-bourgeoise, qui avaient initialement joué un rôle important dans son programme avait été abandonné par Hitler et ses proches, en se „livrant” aux représentants du grand capital industriel-bancaire et aux officiers de l'armée de la République de Weimar, formés, pour la plupart, à l'école militaire prussienne. Les pratiques dénoncées par Strasser se retrouvent également dans un autre parti qui dirige, à sa discrétion, un État en très bonnes relations avec l'Allemagne : le Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique.

La rédaction de « L'Ouest » a signalé à ses lecteurs une vaste opération de police, à la suite de laquelle un véritable réseau d'espionnage économique soviétique en Allemagne a été découvert :

"Selon le *Vossische Zeitung*, l'organisation de l'espionnage économique soviétique a été découverte, grâce au travail coordonné de la police de Francfort et de Ludwigshafen.

Il y a un mois (en mars 1931 – n.n.) les premiers soupçons ont été émis ; la police, cependant, n'avait pas réussi à retrouver l'organisation d'espionnage.

Dienstbach est devenu méfiant car, après avoir été suspendu de l'usine chimique de Hecht, il avait des relations étroites avec certains des ouvriers employés dans les principaux (importants – n.n.) laboratoires de l'usine.

Il a été établi que l'épouse du communiste berlinois Steffel, qui est actuellement en état d'arrestation, servait de liaison entre Dienstbach et la représentation commerciale soviétique à Berlin." (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 297, jeudi, 23 avril 1931, p. 4).

L'article ci-dessus met en évidence les liens très étroits, consignés dans les documents de l'époque, entre le Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique, le Komintern (l'Internationale communiste) et le Parti communiste allemand. Ces relations n'étaient cependant pas strictement politiques, mais avaient également de

larges ramifications économiques, l'espionnage soviétique infiltrant profondément l'économie de la République de Weimar, dans des secteurs présentant un intérêt particulier pour les dirigeants de Moscou, notamment en cas de déclenchement d'une guerre de dimensions planétaires, similaire à celle commencée en 1914 (voir aussi: Bulei 1996 ; Constantiniu 1999 ; Durandin 1998 ; Fischer-Galați 1998).

Progressivement, les rues des grandes villes allemandes se sont transformées en terrain d'affrontement entre les deux forces politiques extrémistes, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands et le Parti communiste, qui étaient proches de la parité dans les options de l'électorat de la République de Weimar. Ainsi, du journal « L'Ouest », qui reproduisait les informations publiées dans la presse allemande, on trouve ce qui suit :

Avant-hier (19 avril 1931 - *n.n.*), un affrontement sanglant entre communistes et nationaux-socialistes a eu lieu à Dantzig. A 9 heures du soir, un groupe de communistes est entré dans la salle où se tenait une réunion hitlérienne. Le battement s'est transformé en un véritable combat. Les deux parties belligérantes ont utilisé des bombes et des revolvers. Plusieurs personnes ont été tuées sur le coup et 14 personnes ont été hospitalisées. Plus de 50 personnes ont été légèrement blessées. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 297, jeudi, 23 avril 1931, p. 4).

Ainsi, il y a eu de violents affrontements entre nazis et communistes, même dans une ville à majorité allemande, sous l'administration de la Société des Nations. Refusant, à ce moment-là, de s'impliquer dans ces „guerres” de rue, l'organisation internationale évoquée se révélera, plus tard, incapable de gérer les grandes crises qui éclatèrent aux quatre coins du monde.

La situation se compliquait de plus en plus dans les principales villes d'Allemagne à l'approche de la Journée internationale du travail. Afin d'empêcher de nouvelles violences, le 21 avril 1931, la direction de la police de Berlin a donné aux sociaux-démocrates et communistes un "feu vert" pour organiser des manifestations de rue régulières : les sociaux-démocrates étaient programmés à 10 heures et les communistes à 15 heures. Ceux qui causaient le désordre devaient être arrêtés immédiatement et remis au tribunal” (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 297, jeudi, 23 avril 1931, p. 4).

Parfaitement consciente des réalités de la scène politique allemande, la police berlinoise tentait d'éviter un affrontement direct entre nazis et communistes, ainsi que d'éventuelles altercations entre sociaux-démocrates et communistes. Comme on le verra lors des élections de 1932, les sociaux-démocrates prendront, de plus en plus, leurs distances vis-à-vis des communistes, considérés comme une simple „courroie de transmission” des décisions du Komintern et du Bureau politique du P.C. (b.) U.S., et préféreront une alliance avec les nationaux-socialistes d'Hitler.

Dans les derniers jours d'avril 1931, le cabinet Iorga-Argetoiano décide de récompenser le Parti allemand, allié au sein de l'Union nationale, bloc électoral qui s'articulera autour du gouvernement et du Parti national libéral, en créant le *Sous-*

secrétariat d'État pour les minorités. Le 24 avril 1931, le nouveau sous-secrétaire d'État aux Minorités, Rudolf Brandsch, prête serment devant le roi Charles II. Après ce moment solennel, le souverain prononça un discours en allemand, auquel il reçut une réponse, dans la même langue, de Brandsch. Concernant cette décision inattendue, la rédaction du journal « L'Ouest » nous informe ce qui suit :

Le comité directeur du Parti allemand, lors de sa réunion d'aujourd'hui (24 avril 1931 – n.n.), a pris note avec plaisir de la création du Sous-secrétariat d'État aux minorités, mais exprime son regret que M. Brandsch a été nommé à ce poste, sans que personne n'ait préalablement consulté la direction du Parti allemand. On croit que M. Brandsch sera exclu du Parti allemand. (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 299, dimanche, 26 avril 1931, p. 4).

De toute évidence, derrière cette décision surprenante, il y avait des calculs politiques clairs, déterminés par le manque de soutien réel du gouvernement au Parlement, et Brandsch a été nommé au poste mentionné à partir de sa position roumaine en 1918-1919 et du refus d'adhérer à la ligne national-socialiste, qui s'est progressivement imprégnée dans toutes les formations politiques de la minorité allemande en Roumanie (voir aussi : Diamandi 1991 ; Duca 1990 ; Șeicaru 1990 ; Țurlea 1991).

Ayant, dans son contenu, des sections de diverses minorités nationales, le PNP était le plus en droit de critiquer la prétendue réconciliation entre majorité et minorités, notamment allemande et hongroise, promue par le gouvernement „d'union nationale”, dirigé par le scientifique Nicholas Iorga, un fait qui se reflétera dans les pages du quotidien fondé par le leader national-paysan du Banat, Sever Bocu. En ce sens, l'article signé par Jean Montani et intitulé « *Sous-secrétariat des minorités* », dont nous reproduirons les passages les plus significatifs, mérite une attention particulière :

... Comment le nouveau sous-secrétariat a-t-il été reçu au sein de l'autre minorité organisée du pays : au sein de l'administration hongroise ? On sait qu'à la fois (une fois – n.n.) avec la nomination de M. Brandsch devait aussi être qualifié de Hongrois, en la personne du célèbre professeur d'histoire Bitay, ancien admirateur de M. Iorga et professeur agrégé de l'Université populaire de Vălenii de Munte. Il devait, cependant, recevoir le grade de secrétaire général du nouveau sous-secrétariat d'État, une situation considérée, par le responsable hongrois, comme étant amoindrie pour l'importance et le prestige de la minorité hongroise. Les Hongrois réclamaient une contrepartie (considération, appréciation – n.n.) au moins égale à celle des Allemands dans le gouvernement... M. Bitay a décliné les honneurs du statut officiel offert, et le gouvernement, dit-on, serait à la recherche d'un autre représentant hongrois pour la situation en question.

... le président du Conseil des ministres a accompagné, dans les rangs minoritaires, dans les travaux de gouvernement, non pas des personnalités de partis, mais des personnes d'une valeur intrinsèquement minoritaire.

Pour le moment, nous sommes donc obligés de nous attarder uniquement sur la personne de M. Rudolf Brandsch.

La conception politique du leader saxon peut être résumée brièvement et de manière très concise. Monsieur Brandsch accompagne les Roumains, déterminé et sincère, pour la progression de l'élément germanique en Roumanie – mais pas contre les Hongrois. Messieurs Hans Otto Roth et Blaskovits, par exemple, vont de pair avec les Hongrois, de peur que, dans l'éventualité absurde d'une révision des frontières, ils ne se réveillent avec un Budapest hostile devant eux. Ou, M. Brandsch, qui a une perspective plus large, sait, qu'en Europe, l'avenir ne peut cacher de surprises, dans l'hypothèse que les Allemands du Banat et des Carpates auront – dans la nation roumaine – une alliance d'intérêts, moins importante, décisive et fructueuse, comme dans une alliance avec la nation hongroise, dans ses possibilités toujours croissantes... en termes de but ultime de la politique hongroise, M. Brandsch est aussi exaltant que nous le sommes...

Pour nous, M. N. Iorga est l'homme symbolique (on a le terme de Delavrancea), au sens large du mot...

Le problème de la minorité doit être résolu par les expériences préliminaires du plan du grand alchimiste de ces expériences ; (il – n.n.) ne peut être autre que l'actuel président du Conseil (Conseil des ministres – n.n.). Le cas du professeur Bitay est très éloquent pour nous prouver que toute autre tentative ouvrirait un vaste processus d'appel d'offres entre minorités." (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 300, lundi, 27 avril 1931, p. 1).

Le sous-secrétariat d'État pour les minorités, récemment créé en Roumanie, a attiré presque immédiatement l'attention de la presse étrangère. Le quotidien banatien a rapporté, dans ses pages, les opinions du journal allemand « Frankfurter Zeitung » sur ce sujet :

La question de savoir si le nouveau gouvernement roumain (Iorga-Argetoiano – n.n.) sera en mesure de se maintenir est une question à laquelle il est difficile de répondre. Il n'y a pas de majorité au parlement pour lui et il est douteux qu'en neuf (nouvelles - n.n.) élections, il l'obtienne. Cependant, cela pourrait (serait – n.n.) arriver, et ici, que (quoi – n.n.) s'est-il passé (si – n.n.) plusieurs fois jusqu'à présent : en tant qu'un cabinet, constitué avec beaucoup de difficulté, pour se perpétuer, car il n'y en a pas d'autre pour le remplacer. Le bien, en particulier la crise économique du pays, exige la stabilité et la paix.

Mais pour d'autres raisons, il serait malheureux que ce gouvernement ne soit que de courte durée. Pour la première fois, il y a un membre des minorités nationales au gouvernement, qui fait, lui-même, partie d'une minorité. Le Premier ministre, M. Iorga, a nommé le député Brandsch sous-secrétaire d'État adjoint à la Présidence du Conseil des ministres et l'a chargé de l'administration des affaires des minorités. Lors de ce nomination, le moment personnel a joué un rôle assez important. Monsieur le Premier ministre Iorga est l'un des rares hommes d'État pénétrés par le nouvel esprit européen,

qui savaient que la conception rigide et centraliste de la vieille Europe, de laquelle les dirigeants des états victorieux sont encore presque totalement sous contrôle, doit être vaincue, de sorte que l'idée de la Fédération européenne devient une réalité. M. Iorga s'est élevé contre le nationalisme exclusif et aveugle et a déclaré qu'aucun État-nation n'a le droit de faire passer ses intérêts au-dessus du développement de la civilisation. Il ne peut considérer, comme un malheur, qu'un État inclue des nationalités étrangères à l'intérieur de ses frontières. Ces éléments sont vraiment utiles ; ce sont des éléments qui peuvent établir des relations avec les États voisins.

C'est l'homme d'État qui a pris la direction des affaires en Roumanie. Le fait qu'il ait pris, comme collaborateur dans ce travail, le chef des Saxons de Transylvanie montre qu'il entend réaliser ses conceptions. M. Brandsch réussira, avec sa ferme volonté, à créer une *loi des minorités*, faite dans l'esprit de justice et de culture, pour créer une protection efficace des populations minoritaires contre la brutalité centraliste des autorités ? La réponse à cette question dépend de la composition et de la durée du nouveau gouvernement.

La personnalité du Premier ministre, lui-même, est une force puissante pour réaliser ces intentions. Mais, si elle était assez forte pour pouvoir donner de telles assurances d'urgence, on n'oserait pas croire, après les tristes expériences des minorités roumaines de guerre (Première Guerre Mondiale – n.n.) donc loin, même avec les promesses les plus solennelles." (*Vestul*, Timișoara, an II, nr. 303, vendredi, 1^{er} mai 1931, p. 3).

Bien que la rédaction du journal mentionné ci-dessus soit sceptique quant à la stabilité du cabinet Iorga-Argetoiano, manquant d'un réel soutien politique au Parlement, il y a eu des excuses pour la personnalité du grand scientifique, aux idées progressistes, inscrites sur le ligne général-européen. Il a notamment été évoqué la cooptation du leader saxon de Transylvanie, Rudolf Brandsch, dans le nouveau gouvernement roumain, considéré comme le seul capable de proposer une loi minoritaire, véritablement équitable pour toutes les ethnies de notre pays (voir Georgescu 2000 ; Scurtu (coord.) 2003 ; Scurtu, Bulei 1990 ; Scurtu, Buzatu 1999).

Conférencier, journaliste et homme politique de grande envergure, Sever Bocu a fondé, en 1930, le quotidien « L'Ouest », qui paraîtra dans la métropole du Banat jusqu'en 1946, avec quelques syncopes déterminées par l'attitude de l'organe de presse mentionné envers les régimes autoritaires ou totalitaires, trouvés à la direction de la Roumanie entre 1938-1944 et 1945-1946. Appliquant, régulièrement, dans les pages de « L'Ouest », le concept de *Banatisme*, Sever Bocu a représenté un modèle de morale, raison pour laquelle le „tribun” du Banat a été arrêté et emprisonné par les autorités communistes, à Sighet, où il finira par janvier 1951.

Le quotidien banatien mentionné ci-dessus a abordé, avec le maximum de sérieux et d'objectivité, les relations roumaino-allemandes pendant le gouvernement Iorga-Argetoiano (avril 1931-mai 1932), à tous les niveaux (économique, politique-diplomatique, militaire, culturel, scientifique, sportif), y compris au niveau régional,

d'un intérêt particulier pour les lecteurs appréciant les articles de fond ou éditoriaux imprimés en première page de chaque numéro, signés du nom propre du journaliste ou sous un pseudonyme pertinent à la gravité des faits ou événements analysés.

Dans ce court laps de temps, les rédacteurs du journal «L'Ouest» ont pris le relais, de la presse internationale, et ont analysé, avec une grande attention, une multitude d'articles axés sur une question assez large: l'activité des partis politiques extrémistes et révisionnistes dans la République de Weimar; le projet d'union douanière austro-allemande et la „cour” assidue de la Grande-Bretagne; les négociations économiques allemando-soviétiques et leurs conséquences; négociations économiques entre l'Allemagne, la Roumanie et la Yougoslavie, visant à affaiblir la Petite Entente et, implicitement, la France, et à isoler la Tchécoslovaquie; exportation roumaine de céréales et d'animaux; le soutien offert par certains milieux politiques allemands au révisionnisme hongrois; espionnage économique soviétique en Allemagne; affrontements de rue dans la République de Weimar; cooptation des représentants de l'ethnie allemande de notre pays dans le cabinet Iorga-Argetoiano, etc.

Références bibliographiques

I. Sources la presse

Vestul, Timișoara, 1931.

II. Bibliographie générale

- Barber, John R. 1993. *Istoria Europei moderne*. În românește de Daniela Truția. București : Editura Lider.
- Beaud, Michel. 2001. *Istoria capitalismului de la 1500 până în 2000*. În românește de Claudiu Constantinescu. București : Editura Cartier.
- Berstein, Serge ; Milza, Pierre. 1998. *Istoria Europei*, vol. 5 (*Secolul XX. Din 1919 până în zilele noastre*). În românește de Monica Timu. Iași : Editura Institutului European.
- Berstein, Serge ; Milza, Pierre (red.). 1998. *Istoria secolului XX*, vol. 1 (*Sfârșitul lumii europene, 1900-1945*). În românește de Marius Ioan. București : Editura ALL.
- Breton, Jean-Marie Le. 2006. *Măreția și destinul bătrânei Europe, 1492-2004. Eseu istoric*. În românește de Vlad Russo. București : Editura Humanitas.
- Bulei, Ion. 1996. *Scurtă istorie a românilor*. București : Editura Meronia.
- Calvocoressi, Peter. 2003. *Europa de la Bismarck la Gorbaciov*. În românește de Lucian Leuștean. Iași : Editura Polirom.
- Carpentier, Jean ; Lebrun, François (coord.). 2006. *Istoria Europei*. În românește de Sándor Skultéty, Mariana Băluță-Skultéty. București : Editura Humanitas.
- Ciachir, Nicolae. 1998. *Istoria politică a Europei de la Napoleon la Stalin*, ediția a II-a. București : Editura Oscar Print.
- Ciachir, Nicolae. 1998. *Istoria relațiilor internaționale de la pacea westfalică (1648), până în contemporaneitate (1947)*. București : Editura Oscar Print.
- Constantiniu, Florin. 1999. *O istorie sinceră a poporului român*, ediția a II-a revăzută și adăugită. București : Editura Univers Enciclopedic.
- Diamandi, Sterie. 1991. *Galeria oamenilor politici*. Editura Gesa.
- Droz, Jacques. 2000. *Istoria Germaniei*. În românește de Ecaterina Crețulescu. București : Editura Corint.
- Duca, I.G. 1990. *Portrete și amintiri*, ediția a V-a. București : Editura Humanitas.
- Durandin, Catherine. 1998. *Istoria românilor*. În românește de Liliana Buruiană-Popovici. Iași : Editura Institutului European.

- Duroselle, Jean-Baptiste. 2006. *Istoria relațiilor internaționale*, vol. I (1919-1947). În românește de Anca Airinei. București : Editura Științelor Sociale și Politice.
- Fischer-Galați, Stephen. 1998. *România în secolul al XX-lea*. În românește de Manuela Macarie. Iași : Editura Institutului European.
- Georgescu, Titu. 2000. *Istoria românilor*, ediția a II-a. București : Editura Fundației „România de Măine”.
- Jelavich, Barbara. 2000. *Istoria Balcanilor*, vol. II (*Secolul al XX-lea*). În românește de Mihai-Eugen Avădanei. Iași : Editura Institutului European.
- Jeleu, Jeliu. 1992. *Fascismul*. În românește de Tiberiu Iovan. București : Editura Științifică.
- Krockow, Christian, conte von. 1999. *Germanii în secolul lor (1890-1990)*. În românește de Marlen Negrescu. București : Editura ALL Educational.
- Lescure, Jean-Claude. 2002. *Fascismul și nazismul*. În românește de Bogdan Geangalău. Iași : Editura Institutului European.
- Leuștean, Lucian. 2015. *O istorie internațională a Europei în secolul XX*, vol. I (1919-1945). Iași : Editura Universității „Alexandru Ioan Cuza”.
- Nolfo, Ennio Di. 2007. *Introducere în istoria relațiilor internaționale*. În românește de Aurora Firța. București : Editura BIC ALL.
- Scurtu, Ioan (coord.). 2003. *Istoria românilor*, vol. VIII (*România întregită (1918-1940)*). București : Editura Enciclopedică.
- Scurtu, Ioan ; Bulei, Ion. 1990. *Democrația la români. 1866-1938*. București : Editura Humanitas.
- Scurtu, Ioan ; Buzatu, Gheorghe. 1999. *Istoria românilor în secolul XX (1918-1948)*. București : Editura Paideia.
- Șeicaru, Pamfil. 1990. *Nicolae Iorga*. București : Editura Clio.
- Țurlea, Petre. 1991. *Nicolae Iorga în viața politică a României*. București : Editura Enciclopedică.
- Vaïsse, Maurice (coord.). 2008. *Dicționar de relații internaționale. Secolul XX*. În românește de Marius Roman. Iași : Editura Polirom.

III. bibliographie spécialisée

- Bogdan, Vasile. 1999. *Un destin zbruciat. Sever Bocu*. Timișoara : Editura „Augusta”.
- Buchet, Constantin. 2001. *România și Republica de la Weimar, 1919-1933. Economie, diplomatie și geopolitică*. București : Editura ALL Educational.
- Campus, Eliza. 1980. *Din politica externă a României, 1913-1947*. București : Editura Politică.
- Campus, Eliza. 1988. *State mici și mijlocii din centrul și sud-estul Europei în relațiile internaționale. Prima jumătate a secolului al XX-lea*. București : Editura Politică.
- Ciachir, Nicolae. 1996. *Marile Puteri și România (1856-1947)*. București : Editura Albatros.
- Moisuc, Viorica. 1991. *Premisele izolării politice a României, 1919-1940*. București : Editura Humanitas.
- Munteanu, Ioan. 1999. *Sever Bocu (1874-1951)*. Timișoara : Editura Mirton.
- Nanu, Frederic C. 1993. *Politica externă a României, 1919-1933*. În românește de Liliana Roșca, Emanuela Ungureanu. Iași : Editura Institutului European.
- Titulescu, Nicolae. 1994. *Politica externă a României*. Ediție îngrijită de George G. Potra, Constantin I. Turcu, Ion M. Oprea. București : Editura Enciclopedică.